

sera exemplaire. La cour martiale siège en permanence. Justice sera faite.

« La Révolution ne peut être vaincue ; elle ne le sera pas.

« Mais s'il faut montrer au monarchisme que la Commune est prête à tout plutôt que de voir le drapeau rouge brisé entre ses mains, il faut que le peuple sache bien aussi que de lui, de lui seul, de sa vigilance, de son énergie, de son union, dépend le succès définitif.

« Ce que la réaction n'a pu faire hier, demain elle va le tenter encore.

« Que tous les yeux soient ouverts sur ses agissements.

« Que tous les bras soient prêts à frapper impitoyablement les traîtres. Que toutes les forces vives de la Révolution se groupent pour l'effort suprême, et alors seulement, le triomphe est assuré. »

Le citoyen Ch. Delescluze fut immédiatement nommé délégué civil à la guerre, poste qu'il a gardé jusqu'à la fin, et, là, une terrible besogne l'attendait, car les affaires militaires de la Commune empiraient de jour en jour.

CHAPITRE XII

A la suite de la prise du fort d'Issy, le maréchal de Mac-Mahon avait adressé à l'armée un ordre du jour par lequel, après avoir remercié les soldats d'avoir répondu à la confiance que la France avait mise en eux, il énumérait les succès obtenus grâce à la bravoure et à l'énergie avec lesquelles l'armée avait vaincu les obstacles que lui opposait une insurrection disposant de tous les moyens préparés par la capitale contre l'étranger.

L'armée avait enlevé successivement à cette insurrection redoutable les positions de Meudon, Sèvres, Rueil, Courbevoie, Bécon, Asnières, les Moulinaux, le Moulin-Saquet. Elle venait enfin d'entrer dans le fort d'Issy. Plus de deux mille pri-

sonniers et de cent cinquante bouches à feu étaient restés entre ses mains à la suite de ces différents combats. « Le pays applaudit à vos succès, ajoutait le maréchal, et il y voit le présage de la fin d'une lutte que nous déplorons tous. Paris nous appelle pour le délivrer du prétendu gouvernement qui l'opprime. Avant peu, nous planterons sur ses remparts le drapeau national et nous obtiendrons le rétablissement de l'ordre réclamé par la France et l'Europe entière. »

Ces prédictions du duc de Magenta étaient en train de s'accomplir.

La prise du fort d'Issy entraînait, en quelque sorte forcément, l'évacuation du fort de Vanves. L'armée régulière, en entrant à Issy, y avait immédiatement installé des batteries nouvelles de grosses pièces de marine dont le feu terrible, dirigé sur Vanves, devait achever de rendre cette position intenable pour les insurgés.

Vanves ne tarda pas, en effet, à être évacué par ses défenseurs. Ses casernes avaient été incendiées; toutes ses défenses étaient détruites par le feu de l'armée régulière. Les 105^e, 187^e et 262^e bataillons qui l'occupaient (ce dernier réduit à cent hommes au plus), résolurent d'en sortir, les uns par les puits communiquant à des souterrains qui

se reliaient eux-mêmes aux catacombes de Paris, les autres par les tranchées qui avaient été construites au delà du village de Vanves, dit Malakoff. Les premiers faillirent périr dans les souterrains où ils s'étaient si imprudemment engagés, et ce fut par un heureux hasard que des ouvriers carriers les y rencontrèrent dans un pitoyable état et purent leur porter secours. Tous pourtant ne revirent pas la lumière du jour et ont dû succomber d'une horrible façon dans ces passages souterrains.

On trouva vingt-quatre canons dans le fort de Vanves, dont l'occupation par les Versaillais ne fut connue à Paris qu'assez tardivement. Chose singulière ! cette nouvelle n'y produisit pas, à beaucoup près, la sensation qu'avait produite la prise du fort d'Issy. On s'habitue aux désastres comme aux victoires. L'officier qui commandait à Vanves fut pourtant arrêté dès le lendemain ; il devait passer devant la terrible cour martiale comme le colonel Daviot et le commandant Vanostal, condamnés pour l'abandon d'Issy, le premier à quinze ans, le second à dix ans de reclusion.

L'évacuation du fort de Vanves devait avoir pour conséquence la prise très-rapprochée de celui de Montrouge. Elle eut pour résultat immédiat de

permettre à l'armée d'ouvrir une tranchée parallèle encore plus rapprochée du rempart que celle entreprise en avant de Mortemart. D'un autre côté, la batterie construite dans l'île de Saint-Germain avait réduit à l'impuissance les chaloupes canonnières de la Commune embossées en avant du viaduc d'Auteuil. Elles finirent par être rejetées au delà du Point-de-Jour, puis désarmées comme étant désormais inutiles; l'une d'elles avait été coulée par les canons versaillais.

Après de nombreux combats à Neuilly et au bois de Boulogne, les tranchées commencées sur ce dernier terrain avançaient chaque jour un peu plus. Bientôt on ne fut plus qu'à deux cents mètres du rempart, où une large brèche, réparée la nuit par les gardes nationaux, ne s'agrandissait pas moins tous les jours. La porte d'Auteuil était à peu près détruite par les projectiles de Montretout et de Breteuil.

Les fédérés essayèrent une dernière et sérieuse attaque à l'extrémité gauche, entre Saint-Ouen et Asnières, tout en inquiétant fortement, comme diversion, les positions de l'armée au bois de Boulogne. Ce plan n'était pas mauvais, car, s'ils réussissaient à dépasser Asnières, ils pouvaient s'avancer entre Gennevilliers et Colombes, tourner Rueil

et menacer Saint-Germain ou Versailles; mais ils furent repoussés par le général Pradier.

Cluseret, sorti de Mazas, mais toujours surveillé par ses collègues, écrivait alors à l'un d'eux :

« La différence entre l'état de la défense telle que je l'ai quittée le 30 et telle que je la retrouve le 15 mai, me force à rompre le silence que je m'étais imposé. J'avais ordonné, à plusieurs reprises avant mon arrestation, au citoyen Gaillard père, de cesser les travaux inutiles des barricades intérieures, pour concentrer toute son activité de barricadier sur la barrière de l'Étoile, la place du Roi-de-Rome et celle d'Eylau. Ce triangle forme une place d'armes naturelle; en y joignant la place Wagram et barricadant l'espace restreint compris entre la porte de Passy et la porte de Grenelle, on a une seconde enceinte, plus forte que la première. J'avais donné l'ordre au colonel Rossel de faire faire ce travail, et, pour plus de sûreté, dérogeant aux habitudes hiérarchiques, j'avais donné des ordres directs au citoyen Gaillard père, en présence du colonel Rossel, sachant qu'il n'écoutait que ce dernier.

« Non content de cela, dès le second jour de mon arrestation, j'écrivais au citoyen Protot et à la Commission exécutive de donner toute leur at-

tention à ce travail indispensable. Mes ordres ont-ils été exécutés? On me dit que non. Il importe qu'ils le soient et de suite.

« Ces travaux que j'avais ordonnés comme mesure de précaution sont devenus des travaux d'urgence depuis qu'en mon absence on a laissé prendre Issy et surtout commis cette faute énorme : laisser envahir le bois de Boulogne ; mouvement que je faisais surveiller chaque nuit et ne se serait jamais accompli si j'avais été là.

« Maintenant, nous avons à subir un siège en règle.

« Aux travaux d'approche il faut opposer des travaux de contre-approche, si vous ne voulez pas vous réveiller un de ces matins avec l'ennemi dans Paris. »

Le 17 mai, à six heures moins un quart, une effroyable explosion jetait la terreur dans tout Paris. Qu'était-il arrivé? L'armée de Versailles avait-elle fait sauter une des portes de l'enceinte? L'assaut allait-il être donné? La population courait effarée dans les rues, interrogeant du regard le ciel bleu d'une belle soirée de mai, sur lequel se détachait en s'élevant une épaisse colonne de fumée tout irisée par les rayons du soleil.

Du centre de cette nuée aux couleurs changeantes, retombait une pluie de balles sur tous les quartiers d'alentour. Sinistre feu d'artifice, des milliers de cartouches, projetées en l'air, éclataient et lançaient au loin leurs projectiles meurtriers.

La cartoucherie de l'avenue Rapp venait de sauter. Elle se composait de deux corps de bâtiments ; l'un servait de dépôt pour les projectiles chargés, l'autre était l'atelier. C'est dans le dépôt, composé de plusieurs caves que la première et principale explosion avait eu lieu, suivie presque instantanément de quelques autres moins fortes. La disposition des lieux excluait donc toute idée que le désastre, très-vraisemblablement dû à l'imprudence d'un employé, pût être attribué à la malveillance. On cria pourtant de suite à la trahison, la chose n'était pas douteuse : le feu avait été mis aux poudres par quelque agent de Versailles. La population, suffisamment exaltée déjà, dans le premier moment de doute et d'effroi, le fut bien plus encore par la proclamation insensée et mensongère de la Commune. « Le gouvernement de Versailles, disait ce document, avec la légèreté la plus condamnable, vient de se souiller d'un nouveau crime, le plus épouvantable, le plus lâche de tous. Ses agents ont mis le feu à la cartoucherie

de l'avenue Rapp et provoqué une explosion effroyable. On évalue à plus de cent le nombre des victimes. Des femmes, un enfant à la mamelle, ont été mis en lambeaux. Quatre des coupables sont entre les mains de la sûreté générale. »

Quatre personnes que le hasard avait amenées fatalement sur le lieu de l'explosion avaient été saisies, en effet. De ce nombre se trouvait le comte Zamoïsky, riche Polonais, qui n'avait que le tort d'avoir des amis à Versailles. Une correspondance trouvée chez lui et incriminée uniquement parce qu'elle venait du chef-lieu du gouvernement légal, était la seule pièce sur laquelle pût se baser la grave accusation dirigée contre lui. Mais, en ce moment, il importait à la Commune que le gouvernement de Versailles parût odieux à la population de Paris, et pour cela on ne reculerait devant rien, pas même devant la condamnation et le meurtre de gens innocents.

Revenu de son premier mouvement d'épouvante et appréciant les choses avec plus de sang-froid, le peuple de Paris comprit bientôt qu'il était trompé une fois de plus. Les proclamations de la Commune valaient ses bulletins quotidiens de victoire; la catastrophe de la cartoucherie de l'avenue Rapp, fort exagérée d'ailleurs dans ses résultats meur-

triers, quoique ayant produit de grands dommages matériels, était due à une de ces imprudences malheureusement si fréquentes qui amènent trop naturellement les explosions de ce genre. Quant aux personnes arrêtées, elles ont échappé aux misérables vengeances de la Commune.

La fin du drame approchait, en effet, et l'heure de l'expiation allait sonner. Désormais les jours de la Commune étaient comptés.

Dans la soirée du dimanche 21 mai, le bruit commençait à se répandre sur la ligne des boulevards avoisinant la place de la Concorde, que les troupes de Versailles étaient entrées déjà dans l'enceinte de Paris. Cette nouvelle était fort controversée, d'ailleurs, et les naïfs s'appuyaient pour soutenir la négative sur les articles des journaux de la Commune, qui prétendaient que, pendant la nuit précédente, une attaque des Versaillais avait été repoussée, au bois de Boulogne, avec d'énormes pertes de leur côté.

On devait être trompé jusqu'au bout, et la Commune qui savait très-probablement déjà à quoi s'en tenir sur la réalité des choses, n'avait aucun désir de faire connaître la vérité. Ce fut le lendemain matin seulement que cette vérité apparut tout entière dans des proclamations où les hom-

mes de l'Hôtel de Ville appelaient le peuple aux armes .

Ce même dimanche 21 mai, à quatre heures du soir à peu près, l'armée régulière franchissait la porte du Point-du-Jour. Le canon, surtout celui de Montretout, avait rendu les brèches praticables. On vint dans la journée du 21 prévenir les travailleurs de tranchée que ces brèches, si faciles à franchir déjà, n'étaient même plus régulièrement gardées par les fédérés. Le fait était vrai ; les soldats de la Commune, indisciplinés et fatigués, s'étaient éloignés des remparts pour se soustraire autant que possible aux projectiles versaillais, et bon nombre d'entre eux, après de trop copieuses libations, étaient absolument incapables d'opposer à l'envahisseur la plus faible résistance. Ces conditions étaient trop favorables pour qu'on n'en profitât pas immédiatement, et le renseignement officieux était bon. Des marins, envoyés en éclaireurs et chargés de sonder le terrain, s'introduisirent par la brèche de la porte de Saint-Cloud. Ils ne rencontrèrent aucun obstacle, et le général Douay, prévenu, les fit suivre sur-le-champ de plusieurs détachements d'infanterie, qu'il renforça succes-

¹ Voir pour tous ces détails les derniers n° des Notes et Pièces justificatives.

sivement jusqu'à ce qu'ils pussent prendre solidement position, tandis que, remontant vivement par le viaduc d'Auteuil, jusqu'aux portes d'Issy et de Vaugirard, un autre détachement assez considérable d'infanterie ouvrait les portes aux troupes placées sous le commandement du général de Cissey, mouvement qui fut exécuté avec tant de rapidité et d'entrain, que les fédérés surpris, n'opposant qu'une insignifiante résistance, se retirèrent en désordre et jetèrent le désarroi dans les quartiers extrêmes de la rive gauche. Ce désordre et l'abandon des batteries des bastions de ce côté de l'enceinte était d'autant plus explicable, que deux cents artilleurs avaient refusé leurs services dans la journée même, sous le prétexte qu'on ne leur donnait plus ni vivres ni solde. L'officier qui les commandait voulant, le revolver à la main, les forcer de rester à leur poste, un des révoltés lui avait même brûlé la cervelle.

Profitant de toutes ces circonstances incontestablement favorables, l'énergique général de Cissey employa la nuit du dimanche au lundi à s'installer dans tout l'arrondissement de Vaugirard, sa droite appuyée à la gare de Montparnasse. Le 22, à six heures du matin, il était maître du champ de Mars, et pouvait communiquer avec le

corps du général Vinoy par le pont de Grenelle, occupé la veille au soir.

Mais il n'eût pas suffi, pour le succès d'ensemble de l'entreprise, de s'étendre sur la rive gauche de la Seine; un double objectif se présentait au général en chef de l'armée de Versailles: le maréchal de Mac-Mahon savait fort bien que deux points assuraient absolument la possession de Paris, qui, une fois ces deux points occupés par l'assaillant, ne pouvait plus prolonger sa résistance que dans une limite de temps assez restreinte. Ces deux positions maîtresses, ces deux clefs de Paris, c'étaient Montmartre et le Trocadéro.

Il fallait donc, avant tout, s'emparer du Trocadéro et de Montmartre, et, chose vraiment singulière à noter dans le récit de cette lutte suprême, ce furent ces deux points qu'on enleva relativement avec le moins de difficultés et de pertes. Le Trocadéro ne donna même que la peine de le surprendre.

Il est certain que, du côté du bois de Boulogne, notamment dans la partie comprise entre la porte Maillot et la porte Dauphine, les troupes trouvèrent, pour s'introduire dans l'enceinte, des facilités qui ne s'accordaient pas avec l'énergie et même la fidélité que la Commune se croyait en

droit d'attendre de ses soldats, et c'est ce qui, dans le moment, a fait accuser de trahison certains bataillons fédérés, notamment le 115^e.

Toujourset -il qu'avant cinq heures du matin, dans la nuit du dimanche 21 au lundi 22 mai, le Trocadéro était surpris sans que les gardes nationaux qui l'occupaient eussent le temps de se mettre en défense, et qu'il en était de même des barricades circulaires de l'Arc de Triomphe de l'Étoile, d'où les fédérés, qui se croyaient en sécurité parfaite, enlevèrent précipitamment les canons qu'ils étaient occupés à mettre en batterie, descendant l'avenue des Champs-Élysées dans un désordre extrême, tandis que les troupes régulières retournaient contre les batteries installées sur la terrasse des Tuileries la barricade élevée sous l'Arc de Triomphe.

Cependant, à partir de trois heures du matin, le tocsin et la générale s'étaient fait entendre dans tous les quartiers de Paris. La population, matinalement réveillée et partagée entre la crainte et l'espoir, comme un prisonnier qui attend ses libérateurs, écoutait la fusillade lointaine, les mille bruits du dehors et recherchait avec anxiété les nouvelles de la rue. Vers cinq heures du matin, sur la rive droite de la Seine, les bataillons fédérés,